

Cote du document: EB 2009/98/R.43/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 17 e) iv)
Date: 17 décembre 2009
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République turque pour le

Projet de développement des régions d'Ardahan, de Kars et d'Artvin

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session
Rome, 15-17 décembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Henning V. Pedersen

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2635
courriel: h.pedersen@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du projet	iv
Résumé du financement	v
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

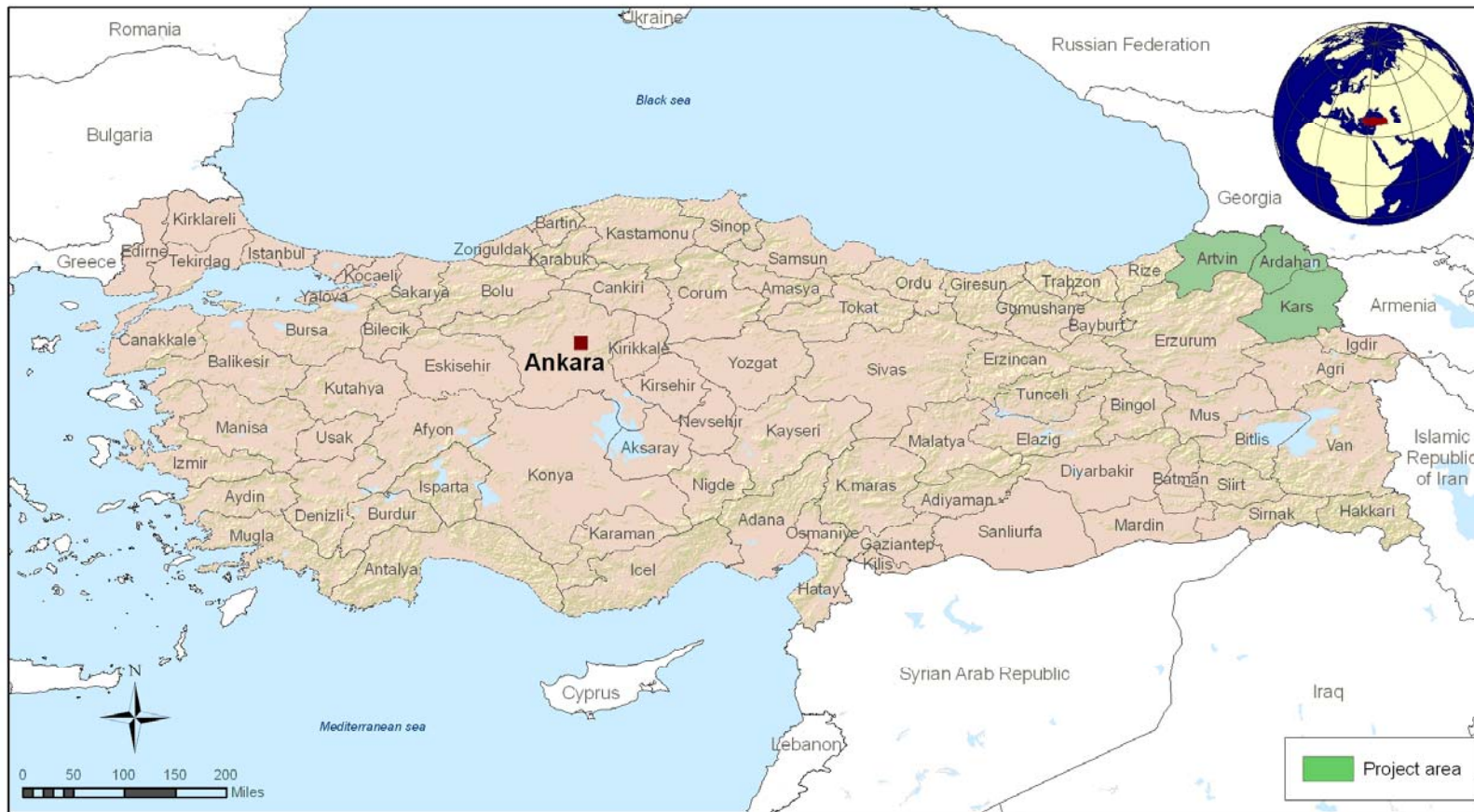
PDAKA	Projet de développement des régions d'Ardahan, de Kars et d'Artvin
UGP	Unité de gestion du projet
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République turque pour le projet de développement des régions d'Ardahan, de Kars et d'Artvin, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

Turkey

Ardahan-Kars-Artvin Development Project



Carte de la zone du projet



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République turque

Projet de développement des régions d'Ardahan, de Kars et d'Artvin

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République turque
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et des affaires rurales
Coût total du projet:	26,4 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	12,08 millions de DTS (équivalant approximativement à 19,2 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, avec un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé par le Fonds deux fois par an
Contribution de l'emprunteur:	3,2 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	4 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt à la République turque pour le projet de développement des régions d'Ardahan, de Kars et d'Artvin

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Le principal objectif du projet de développement des régions d'Ardahan, de Kars et d'Artvin (PDAKA) est d'accroître les revenus des petits exploitants et des petits entrepreneurs ruraux disposés à s'orienter vers une agriculture à vocation commerciale et d'autres activités génératrices de revenus dans les domaines de l'élevage, de la production horticole et des secteurs de services villageois. Ces sous-secteurs constituent la principale source de subsistance des populations rurales démunies dans les provinces extrême-orientales de Turquie. Cet objectif s'inscrit dans le droit fil de la politique du gouvernement qui est d'éliminer les disparités sociales et économiques prononcées qui persistent parmi les régions et les provinces du pays.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde un prêt à la République turque d'un montant de 12,08 millions de DTS (équivalant approximativement à 19,2 millions d'USD), à des conditions ordinaires, pour contribuer à financer le projet de développement des régions d'Ardahan, de Kars et d'Artvin. Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, et sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé par le Fonds deux fois par an.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la Turquie au titre du SAFP est de 19,2 millions d'USD sur les trois ans du cycle d'allocation SAFP 2007-2009.

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. Le PDAKA, au même titre que tous les projets bénéficiant d'un appui financier du FIDA, entre dans le cadre des dépenses à moyen terme du programme budgétaire du gouvernement.

Corrélation avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoint

5. Le projet est conforme aux objectifs de la Stratégie agricole 2006-2010 et à la Stratégie nationale de développement rural mises en œuvre par le gouvernement en vue: i) de parvenir à une croissance agricole durable, d'améliorer la sécurité sanitaire et alimentaire; ii) d'accroître la compétitivité des exploitations agricoles; iii) de renforcer les liens entre les agriculteurs et les marchés; et iv) d'améliorer les revenus des populations rurales et leurs conditions de vie dans les zones les plus défavorisées.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

6. Les indicateurs pertinents de la solvabilité de la dette se situent en deçà des seuils applicables. La gestion macroéconomique est saine et la dette contractée au titre du projet est peu importante dans le contexte de la Turquie. Les prêts du FIDA ont toujours été remboursés à échéance.

Flux de fonds

7. À l'instar des deux projets actuellement financés par le FIDA en Turquie, le produit du prêt du FIDA sera transmis par l'intermédiaire d'un accord de financement normalisé conclu entre le FIDA et le gouvernement. La Trésorerie ouvrira un compte

pour la part des dépenses du FIDA. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) facilitera le flux interne des fonds, conformément à l'accord de services conclu entre le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales et le PNUD.

Modalités de supervision

8. Le FIDA administrera le prêt, supervisera le projet et fournira un appui à l'exécution du projet, selon les besoins.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

9. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

10. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) les comptes et les états financiers du projet seront vérifiés tous les ans, conformément aux normes internationales; ii) le projet sera fréquemment supervisé et un appui à l'exécution du projet sera fourni; iii) un partenariat sera conclu avec le PNUD en vue de vérifier la qualité de l'exécution du projet *in situ*; et iv) des clauses concernant le fonctionnement et l'entretien de l'infrastructure financée par le projet, ainsi que l'assistance technique nécessaire pour superviser les accords de cofinancement ayant trait aux investissements dans les exploitations agricoles, seront introduites dans l'accord de financement.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

11. Le projet sera destiné aux petits exploitants agricoles démunis, femmes et hommes, ainsi qu'aux petites entreprises non agricoles, capables et désireux de s'orienter vers une agriculture à vocation plus commerciale et d'autres activités génératrices de revenus. Le projet contient des dispositions spécifiques pour apporter un soutien aux agricultrices, qui jouent un rôle important dans les systèmes d'élevage et de production horticole.

Méthode de ciblage

12. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, la stratégie de ciblage associe des interventions induites par la demande dans des zones géographiques déterminées et des mesures d'autociblage en fonction des types d'avantages générés par le projet. Le ciblage géographique du projet est défini en fonction de la pauvreté, mais tient également compte des conditions agro-écologiques et de la viabilité technique des investissements agricoles.

Participation

13. Le projet se fonde sur une identification participative et systématique des possibilités d'investissement, qui sont classées par ordre de priorité en fonction de leur impact potentiel sur la pauvreté et sur la durabilité du retour sur investissement. Les clients et les bénéficiaires devront participer activement aux initiatives et au cofinancement de deux des composantes (voir section F) et activités appuyées par le projet.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

14. L'objectif global du PDAKA est d'atténuer la pauvreté rurale dans la zone du projet. Les objectifs du projet sont les suivants: i) accroître les actifs et les revenus des petits exploitants démunis, femmes et hommes, et des petits entrepreneurs ruraux, qui sont capables et désireux de s'orienter vers une agriculture plus commerciale et d'autres activités génératrices de revenus; ii) améliorer l'accès des ruraux pauvres à l'infrastructure en apportant des avantages directs et indirects aux producteurs du

secteur primaire et aux petites entreprises; et iii) renforcer les services consultatifs institutionnels et les capacités de gestion du projet.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

15. En Turquie, la concertation sur les politiques menée par le FIDA vise à renforcer et à soutenir les efforts déployés par le gouvernement pour réduire les disparités économiques et sociales prononcées qui existent dans le pays par le biais d'investissements en faveur du secteur rural et de l'agriculture. Un objectif institutionnel est de consolider les directions provinciales de l'agriculture afin qu'elles soient en mesure de fournir des services efficaces dans le contexte d'un environnement agricole axé sur le marché.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

16. Les facteurs pris en considération lors de la conception du PDAKA sont les suivants: i) la conformité aux stratégies et politiques du FIDA, telles que définies dans la politique du FIDA en matière de ciblage en vigueur et dans le programme d'options stratégiques pour le pays de 2006; ii) l'impératif urgent, et largement admis, de soutenir les exploitants agricoles traditionnels et potentiellement plus efficaces (d'un point de vue technique, économique et financier) pour les aider à s'orienter vers une agriculture durable, plus commerciale, de manière à améliorer leur moyens de subsistance en général, et leurs revenus, leur sécurité alimentaire et leur nutrition en particulier; iii) la simplicité de mise en œuvre; et iv) les enseignements tirés des deux projets bénéficiant actuellement du soutien financier du FIDA en Turquie et leurs complémentarités avec ceux-ci.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

17. Comme il a été indiqué, le projet est pleinement conforme aux stratégies et politiques du gouvernement ainsi qu'aux plans de développement régionaux en vigueur.

Harmonisation avec les partenaires du développement

18. Le PDAKA entretient des liens étroits avec les plans relatifs: i) aux activités de suivi du Projet d'exécution de la réforme agraire appuyé par la Banque mondiale, qui a été récemment mené à bien; et ii) au prochain programme présenté par l'Union européenne concernant l'Instrument d'aide de pré-adhésion pour le développement rural (IPARD), dont l'objectif est de moderniser le secteur agricole conformément à la mise en œuvre de l'acquis communautaire (ensemble de la législation adoptée par l'Union européenne à ce jour) et de contribuer au développement durable des zones rurales. Le PDAKA précédera le programme de l'IPARD et s'adressera aux petits exploitants agricoles les plus déshérités qui, dans les conditions actuelles, risquent de ne pouvoir bénéficier de l'IPARD. Enfin, comme il a été noté, le projet s'aligne sur le programme de pays du PNUD à travers un cadre de mise en œuvre concertée.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

19. Le projet a trois composantes: i) les investissements dans les petites exploitations et les entreprises non agricoles; ii) les investissements dans l'infrastructure villageoise; et iii) le renforcement institutionnel et la gestion du projet.

Catégories de dépenses

20. Six catégories de dépenses sont prévues: i) les travaux de génie civil (39,8%); ii) les véhicules, le matériel et l'équipement (3,7%); iii) l'assistance technique, la formation et les ateliers (9,0%); iv) le cofinancement des investissements (33,8%); v) les intrants agricoles (5,7%); et vi) les coûts récurrents (8,0%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

21. Le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales, par l'intermédiaire de la Direction générale de la production et du développement agricole qui y est rattachée, sera chargé de la gestion et de l'exécution globale du projet.

Responsabilités en matière d'exécution

22. À l'instar des autres projets financés par le FIDA dans le pays sous la direction générale du Ministre de l'agriculture et des affaires rurales, une structure de gestion décentralisée sera mise en place. Une unité de gestion du projet (UGP) couvrant les trois provinces sera établie au sein ou à proximité de la direction provinciale de l'agriculture à Kars et sera responsable de la gestion et de l'exécution – d'ensemble et quotidienne – du projet. Le personnel de l'UGP sera recruté au niveau national, sur une base concurrentielle, avec l'assistance du PNUD. Dans chacune des trois provinces participantes, les directions provinciales de l'agriculture prêteront main forte à environ deux membres du personnel embauchés à plein temps en qualité de coordinateurs du projet de développement rural afin d'aider à la mise en œuvre du projet. Au cours de l'exécution, les fonctions de l'UGP seront peu à peu assumées par les directions provinciales de l'agriculture.

Rôle de l'assistance technique

23. Une assistance internationale et, plus particulièrement, nationale sera fournie pour assurer la programmation des activités du projet, la formation du personnel des directions provinciales et des exploitants agricoles, la finalisation des manuels du projet, s'il y a lieu, et la supervision de la mise en œuvre des composantes.

Situation des principaux accords d'exécution

24. Les manuels d'exécution développés dans le cadre des projets en cours appuyés par le FIDA (concernant les petits travaux, l'infrastructure d'amélioration des villages et le cofinancement des dons) serviront de base à la préparation d'un manuel d'exécution du projet portant sur les principales composantes. La composante relative aux investissements des petits exploitants a été décrite en détail. La finalisation du manuel, qui bénéficiera du soutien du FIDA, est l'une des activités essentielles pour lancer le projet.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

25. Le coût total du projet s'élève à 26,4 millions d'USD sur cinq ans. Les sources de financement sont le FIDA (19,2 millions d'USD, soit 73%), le gouvernement (3,2 millions d'USD, soit 12%) et les bénéficiaires (4 millions d'USD, soit 15%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

26. Les avantages résultant des investissements réalisés au titre du projet sont les suivants: i) l'augmentation de la productivité du secteur de l'élevage et des cultures fourragères; ii) la hausse de la productivité de la main-d'œuvre et des terres; iii) l'accroissement de la production horticole; iv) un plus large accès au financement par le biais du cofinancement des investissements dans les exploitations agricoles; v) l'amélioration de la gestion des entreprises et des exploitations agricoles; vi) l'amélioration de l'infrastructure économique et sociale; vii) un accès amélioré aux pâturages et aux terres de parcours; et viii) une augmentation des recettes fiscales résultant de la hausse du volume de la production imposable. Les avantages qu'il est difficile de quantifier comprennent: i) l'amélioration des niveaux de vie dans les villages grâce à la mise en place d'une infrastructure sociale et du renforcement des capacités des directions provinciales de l'agriculture en vue de gérer les services; ii) l'impact positif sur la gestion des ressources naturelles dans la zone couverte par le projet du fait de l'introduction de méthodes de production fourragère plus performantes, ce qui allégera la pression exercée sur les terres de parcours; et iii) l'introduction de variétés à plus haut rendement.

Viabilité économique et financière

27. Une analyse économique, fondée sur des modèles indicatifs, a été réalisée et indique que le taux global de rentabilité du projet est d'environ 15%. En termes d'analyse financière, des modèles ont été préparés, à titre illustratif, pour démontrer la viabilité financière des investissements potentiels. Les principaux résultats obtenus à partir de chaque modèle montrent des augmentations sensibles des rendements bruts et nets, et des ratios coûts/avantages satisfaisants.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

28. Les supports d'information et les processus d'apprentissage du PDAKA découleront des dispositions relatives à l'examen annuel des parties prenantes et aux ateliers de planification, aux études sectorielles, à l'établissement des rapports, au suivi et à l'évaluation, et à l'expérience de terrain qui donnera lieu à des démonstrations pratiques, à des activités de formation destinées aux exploitants et à la mobilisation de fonds de cofinancement. Une publication multimédia relatant l'expérience acquise constituera la principale contribution du projet aux connaissances régionales et nationales.

Innovations en matière de développement

29. Le projet a pour objectif de sensibiliser et d'instruire les exploitants et le personnel des directions provinciales de l'agriculture sur les systèmes agricoles à vocation commerciale et axés sur la croissance, ainsi que de leur donner les moyens de les adopter, en vue de les préparer à des évolutions ultérieures, dont une adhésion potentielle à l'Union européenne. Les partenariats entre secteurs privé et public, encouragés par les modalités de cofinancement conclues entre le gouvernement et les petits exploitants, représentent un mécanisme important.

Approche d'élargissement

30. Au niveau provincial, le projet cherche à contribuer à la création d'une structure publique moderne de prestations de services destinées aux secteurs agricole et rural, qui se fondera sur les possibilités de débouchés commerciaux. L'existence de structures de ce type est une condition nécessaire au développement des provinces orientales rurales de la Turquie. L'expérience acquise dans le cadre du projet devrait pouvoir être élargie et transférée à d'autres provinces de la Turquie en tant que modèle d'investissement.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

31. Les deux principaux risques sont d'assurer que les avantages bénéficient aux producteurs les plus déshérités dans la zone couverte par le projet d'une manière compatible avec la nécessité d'une croissance additionnelle autonome et que les directions provinciales de l'agriculture disposent des capacités d'exécution nécessaires. Afin de remédier au premier risque, le projet est conçu de manière à proposer des investissements qui ne sont pas seulement axés sur la lutte contre la pauvreté en milieu rural, mais sont aussi réalisables sur les plans technique et financier. En ce qui concerne le risque lié à l'insuffisance des capacités d'exécution, la conception du projet prévoit la fourniture d'une assistance technique nationale tant pour assurer la formation du personnel que pour aider à l'exécution d'autres tâches. Au cours de la conception du projet, des garanties ont été données quant à l'intention du gouvernement de recruter du personnel supplémentaire pour mener à bien le projet. Ces garanties ont été confirmées lors des négociations du prêt.

Classification environnementale

32. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement. Au contraire, comme il a été noté dans la section ci-dessus concernant les avantages, plusieurs investissements auront des répercussions manifestement positives sur l'environnement.

K. Durabilité

33. Les facteurs pris en compte lors de la conception du projet qui contribueront à la viabilité de ce dernier au-delà de la période couverte sont les suivants: i) l'accent mis sur une agriculture à vocation plus commerciale, qui devrait conduire à des investissements plus durables, à condition que cette orientation soit correctement mise en œuvre; ii) les besoins de financement des bénéficiaires, qui garantiront l'engagement et des retours sur investissement durables; enfin iii) l'hypothèse réaliste selon laquelle les directions provinciales assumeront graduellement le rôle et les responsabilités de l'UGP, ce qui est actuellement le cas dans les autres projets bénéficiant de l'appui financier du FIDA en Turquie.

II. Instruments juridiques et autorité

34. Un accord de financement entre la République turque et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
35. La République turque est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
36. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères du FIDA en matière de prêts.

III. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République turque un prêt à des conditions ordinaires, d'un montant équivalant à douze millions quatre-vingt mille droits de tirage spéciaux (12 080 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Ardahan-Kars-Artvin Development Project"

(Negotiations concluded on 24 November 2009)

Loan Number: _____

Project Title: Ardahan –Kars - Artvin Development Project (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

the Republic of Turkey (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is SDR 12 080 000.
2. The Loan is granted on ordinary terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the currency of the United States of America.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the 1 January.
5. Payments of principal and interest shall be payable on each 1 June and 1 December.
6. A Project account shall be established by the Government of Turkey in the Central Bank of Turkey for Project purposes.
7. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of approximately USD 1 100 000 in cash contribution and approximately USD 2 100 000 to cover taxes.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Rural Affairs (MARA).
2. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan will be administered and the Project supervised by IFAD.

Section E

1. (a) The following is designated as an additional general condition precedent to withdrawal: The MARA- United Nations Development Programme ("UNDP") Service Agreement shall have been finalized in accordance with Schedule 1 paragraph 7.

(b) The following is designated as an additional specific condition precedent to disbursement under Component 1 (Smallholder and Non-Farm Enterprise Investments): The sections of the Project Implementation Manual (PIM) pertinent to Component 1 (Smallholder and Non-Farm Enterprise Investments) shall have been completed, in a manner satisfactory to the Fund.

(c) The following is designated as an additional specific condition precedent to disbursement under Component 2 (Village Infrastructure Investments): The sections of the PIM pertinent to Component 2 (Village Infrastructure Investments) shall have been completed, in a manner satisfactory to the Fund.

2. This Agreement is subject to ratification by the Borrower.
3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

Facsimile Number: (3906) 504 3463

For the Recipient:

Prime Ministry
Undersecretariat of the
Treasury
Inönü, Bulvari
06510 Emek
Ankara, Turkey

Facsimile Number:
(0090) 312 1218737
(0090) 312 2128550

Copy to:

General Directorate of Public
Finance
Inönü Bulvari
06510 Emek
Ankara
Turkey

Facsimile Number:
(0090) 312 212 8786

Copy (for Loan disbursement
only) to:

Ministry of Agriculture and
Rural Affairs
General Directorate of
Agricultural Production and
Development
Eskisehir Yolu 9 k.m.
06530 Lodumlu
Ankara
Turkey

Facsimile Number:
(0090) 312 2863830

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

For the Fund

For the Borrower

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project's target group will be poor women and men in the provinces of Ardahan, Kars and Artvin (individually "Project Provinces" and collectively "Project Area").
2. *Goal.* The overall goal of the Project is to reduce rural poverty in the Project Area.
3. *Objectives.* The objectives of the Project are: (i) to increase the assets and incomes of poor women and men smallholders as well as small rural enterprises, who have the potential and willingness to move towards commercial agriculture and other income generating activities; (ii) to improve poor rural people's access to infrastructure providing direct and indirect benefits to primary producers and small enterprises; and (iii) to strengthen institutional advisory services and capacitate Project management.
4. *Components.* The Project shall comprise three components: (i) Smallholder and Non-Farm Enterprise Investments; (ii) Village Infrastructure Investments; and (iii) Institutional Strengthening and Project Management.

Component 1: Smallholder and Non-Farm Enterprise Investments

4.1 The Project shall support the delivery of comprehensive and complementary measures to improve animal husbandry and horticulture production for smallholders in the Project Area. Important considerations for the provision of such support shall include: (i) maintaining a clear focus on productivity, profitability and livelihood improvement; (ii) empowering women; (iii) mobilizing modest smallholder resources by leveraging with Project funds; (iv) creating an enabling environment for participation of rural society in decision making, implementation and monitoring and evaluation; and (v) setting examples of sound environmental farming practices. The initial range of activities related to livestock production shall include provision for capital assets such as modern barns, drinking troughs, manure pits, hay storage premises, mobile veterinary clinics, and various equipment provided on a co-financing basis between the Project and the identified smallholders. Certain items such as seeds and disinfectants shall be fully financed by the Project. This shall also include support for on-farm demonstrations, farmers' training courses and farmers' exchange visits for animal husbandry.

4.2 For horticultural activities, Project support shall initially include provision for equipment and materials such as greenhouses, drip irrigation equipment, knapsack sprayers, to be co-financed with identified farmers. Likewise, such items shall be co-financed between the Project and smallholders. Other items such as farm inputs, on-farm demonstrations, farmers' training courses, farmers' exchange visits for fruit and vegetable production shall be fully financed by the Project.

4.3 Non-farm enterprise investments shall comprise investments in village industries such as tourism and other services' industries.

4.4 Co-financing with respect to the provision of Project support as outlined in paragraphs 4.1 and 4.2 above shall be determined taking into consideration, among other things, the financial returns of the investments and the capacity of the smallholder to provide working capital.

4.5 Technical Assistance to beneficiaries shall be provided for the preparation and supervision of investment plans for both livestock and horticultural production as required. Training under the component will make specific provision for the interests and involvement of women. Co-financing ratios shall be subject to no objection from the Fund and may be adjusted in the course of Project implementation as required.

Component 2: Village Infrastructure Investments

The Project shall support investments in economic and social infrastructure in villages to complement, *inter alia*, the smallholder investments that have been identified and approved under Component 1. Possible investments may include: livestock watering facilities on pastures and range lands; piped distribution networks for irrigation; access roads, and access road ancillaries such as retaining walls and culverts; village sanitation networks, treatment facilities and rehabilitation of schools and health clinics. Support may also include the establishment of livestock marketing facilities. Technical assistance shall be provided by the Project to assist in the selection and preparation of infrastructure investments. All infrastructure investment shall include a contribution from participating villages.

Component 3: Institutional Strengthening and Project Management

The Project shall support the development of capacities and capabilities at the smallholder, village, and Provincial Directorate levels. This shall include the training of provincial and district staff in areas of improved service delivery, including training of farmers, monitoring and evaluation, development of business skills and new technology. Technical Assistance for the training shall be provided to support these activities including assistance in delivering training to farmers and small enterprises in the areas of adoption of new technologies and investment planning. The Project shall provide funding for the establishment and operation of the Project management structure at the Project Area level. Support shall also be provided for Project related rehabilitation of the Provincial Directorate of Agriculture (PDA) and District Directorate of Agriculture (DDA) offices; purchase, operation and maintenance of vehicles; information technology equipment; office and meeting room furniture; office operating costs; travel allowances and air fares; translation services; and expenditures associated with the MARA-UNDP Service Agreement described in paragraph 7 below.

II. Implementation Arrangements

A. General

5. The Project shall be implemented over a period of five years in the Project Area.

6. The overall responsibility for the management and implementation of the Project shall rest with the Ministry of Agriculture and Rural Affairs (MARA) through its General Directorate of Agricultural Production and Development (GDAPD). Under MARA's leadership, a Project Management Unit (PMU) covering all three Project Provinces, shall be established and charged with overall and day-to-day management and implementation of the Project. Project staff shall be nationally recruited on a competitive basis. Staff positions shall cover the areas of Project management, agricultural economics, civil and rural engineering, monitoring and evaluation, procurement and finance. In each Project Province, the Provincial Agricultural Directorates shall second two staff members as Project Rural Development Coordinators (RDCs) on a full-time basis, to be based in each of the Project Provinces and to assist Project implementation.

7. The principal functions of the PMU shall be to carry out the overall programming and budgeting of Project activities, take the lead in Project implementation in cooperation with the RDCs/PDAs and monitor and document Project progress.

Specifically, the PMU shall assume the responsibility for generating the Project's Annual Work Plans and Budgets (AWPBs) to be submitted to the GDAPD for review and approval and to IFAD for prior review and no objection. Likewise, the PMU, in collaboration with RDCs/PDAs, shall take the lead in the procurement of civil works and goods and services, notably short and long-term Technical Assistance. MARA and UNDP shall enter into a service agreement acceptable to the Fund ("MARA-UNDP Service Agreement"). Under the MARA-UNDP Service Agreement, UNDP shall, as required, support the Project in dealing with the flow of funds arrangements, recruitment of PMU staff and contracting of technical assistance, accounting and auditing, assistance in procurement of goods, civil works and services.

8. The draft AWPB shall include, among other things, a procurement plan, a detailed description of planned Project activities during the coming Project year, and the sources and uses of funds. The draft AWPBs shall subsequently be submitted to the Fund for no objection. The PMU shall submit six-monthly and annual progress reports in English to the GPADP and the Fund outlining the physical and financial progress of Project activities and regular assessment of Project impact using a format that shall be agreed at the time of Project start-up. The PMU shall establish a results-based monitoring and evaluation system based on the Logical Framework for the Project. A Mid-Term Review shall be conducted towards the end of the Project's third year. The Review shall cover physical and financial progress as measured against the AWPBs, performance and management of contracted implementing partners and an assessment of the efficacy of technical assistance and training programmes.

B. Component Management

9. Implementation of the Smallholder and Non-Farm Enterprise Investments component shall be through PDAs and supported by the PMU. This shall include training programmes supported by technical assistance, planning and procurement of goods and services, investment analysis and distribution of farm inputs. Implementation of the component activities shall be based on targeting criteria and methodologies as outlined in the PIM.

10. The management of village infrastructure investments shall rest with the PMU Rural Engineering section. It shall include three main areas: identification and design of potential infrastructure investments; construction supervision and acceptance of works; and directing implementation of Project-supported infrastructure investments. Screening, initial ranking, and qualification of infrastructure investments shall in be in accordance with the methodologies outlined in the PIM.

11. The management of institutional strengthening activities shall be the responsibility of the PMU, supported by Project financed Technical Assistance.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage
I. Civil Works	5 130 000	100% net of taxes, net of counterpart financing and net of beneficiary contribution
II. Vehicles, Equipment and Goods	330 000	100% net of taxes
III. Technical Assistance, Training and Workshops	1 470 000	100% net of taxes
IV. Co-financing of Investments	3 370 000	100% net of taxes and net of beneficiary contribution
V. Agricultural Inputs	940 000	100% net of taxes
VI. Recurrent Costs	800 000	100% net of counterpart financing
Unallocated	40 000	
TOTAL	12 080 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Civil Works” includes the costs of Physical Works, Feasibility Studies, Design and Site Supervision.

“Technical Assistance, Training and Workshops” includes the costs of the Management Fee under the MARA-UNDP Service Agreement.

Schedule 3*Special Covenants*

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Taxes. The Borrower shall, to the fullest extent possible, exempt the proceeds of the Loan from all taxes. Any taxes which the Project is nonetheless obliged to pay shall be promptly reimbursed by the Borrower and the amount so reimbursed shall be credited against the counterpart financing obligation set forth in paragraph B7 hereof

Key reference documents

IFAD reference documents

Administrative Procedures on Environmental Assessment

COSOP 2006

IFAD Strategic Framework 2007-2010

Project design document (PDD) and key files

Private Sector Development and Partnership Strategy

Logical framework

Narrative Summary	Impact and Results Indicators	Means of Verification	Assumptions and Risks
Goal Rural poverty in the Provinces of Ardahan, Kars and Artvin reduced	By end of PY5: <ul style="list-style-type: none"> Reduction of at least 20% of rural people living on less than USD 4.30/day in targeted districts. At least 20% of households increase household asset ownership in targeted districts. Measurable decrease in chronic malnutrition among children below 5 years of age. 	National statistics on income by region. Ministry of Health, WHO and UNICEF data. Baseline survey. Impact assessment study. Completion Assessments.	Macro-economic environment and policy remains conducive to investment, private sector development and trade.
Objectives The incomes and access to productive rural infrastructure of poor rural smallholders participating in the project improved	By end of PY5 in target districts: <ul style="list-style-type: none"> 10% increase in income of targeted smallholder producers. 20% increase in volume and value and diversity of agricultural produce sold. At least 50 villages have improved, sustainable access to infrastructure (livestock drinking water, access to rangeland and pastures, and sewerage). 25% of farmers using investment plans in making decisions. 25% of farmers adopting improved production technology. 	Baseline survey. Independent impact assessment study. Household survey. Farmer survey. Mid-term Review and Completion Report. Sector studies.	No deterioration in existing markets for livestock and crops.
Outputs Component 1: Smallholder Investments Sub-component 1.1: Animal husbandry and feed base improved Sub-component 1.2: Horticulture production improved	By end PY5 in target districts <ul style="list-style-type: none"> 5% increase in average milk yields by end of PY2 and 10% by end of project. 5% increase in weight of livestock at the end of winter of PY 2 compared to PY1 in improved barns. 25% reduction in incidence of preventable livestock disease. 10% increase in calving rate. 50% increase in number of households using milking machines in 100 villages by end of project. Starting in PY2, in each PY: <ul style="list-style-type: none"> 10% increase in straw and grain harvested by farmers in 100 villages. 100 additional farmers producing silage in each project province. 10% increase in number of farmers producing forage crops. 2% annual increase in number of farmers producing forage seed for trade. 10% increase in number of farmers producing quality hay. By PY5: <ul style="list-style-type: none"> 800 farmers using newly constructed hay shelters. By end of PY5, in 3 selected project districts: <ul style="list-style-type: none"> 30% increase in greenhouse vegetables production by 100 farmers. 400 producers shifting to market-oriented fruit and vegetable varieties 20% increase in volume of horticulture produced by targeted villages 25% increase in value of horticulture sold from targeted villages 	PMU reports. Annual Farmer survey. Technical and financial feasibility reports. Participatory Impact Monitoring. PDA and DDA data. PMU reports. Annual Farmer survey. Technical and financial feasibility reports. Participatory Impact Monitoring. PDA and DDA data.	No major changes to agro-climatic conditions. No untreatable outbreaks of infectious disease in livestock.
Village infrastructure upgraded/established	By PY5: <ul style="list-style-type: none"> At least 50% of targeted smallholders have access to improved livestock water facilities. At least 50% of targeted smallholders have access to piped irrigation. At least 75% of targeted villages have access to improved pastures and range lands. At least 50% of farmers in participating villages have access to improved livestock marketing facilities. At least 75% of targeted shepherds have access to adequate shelters in pastures/rangelands. At least 75% of households in targeted village have sustainable access to sanitation facilities. 100% of villages have put in place plans for O&M of upgraded/established infrastructure. 	PMU reports. Technical and financial feasibility reports. Participatory Impact Monitoring. PDA and DDA data. Procurement reports. Contractor reports.	
Institutional Strengthening and Project Management Institutions providing appropriate services to targeted smallholder producers sustainably strengthened Project effectively and efficiently managed	Each PY: <ul style="list-style-type: none"> 10% increase in number of annual village visits by P/DDAs. 10% increase in the number of field days conducted by DDAs. By the end of PY5: <ul style="list-style-type: none"> 10% increase in number of farmers applying to P/DDA for information. Each PY following PY1: <ul style="list-style-type: none"> 10% increase in number of villages where on-farm demonstrations are carried out. 5% increase in the number of farmers applying to P-DDA for assistance in improving profitability. At least two training seminars delivered to women in collaborating villages. Project physical and financial progress against Final Design and AWPB targets. All progress and financial reports submitted on time. Quality of all audits, procurement and financial reports, acceptable to IFAD and the borrower. 	PMU reports. Farmer survey. PDA and DDA data. PMU reports. AWPB. Review by IFAD and the Government.	Required "culture" change towards responsiveness to clients supported by ministerial, district leaders.

N

